

Séance du Conseil général – Examen du vœu concernant le débranchement de la ligne T4 vers le plateau de Clichy-sous-Bois – Montfermeil

Mardi 28 novembre 2006

débat et interventions de
Pascal Popelin
Vice-président du Conseil général
Adjoint au maire de Livry-Gargan

28 XI 06

M. LE PRESIDENT : Un second vœu m'est parvenu ce matin. Il n'y a effectivement pas de délai dans notre règlement, mais vous comprendrez que pour l'organisation de nos échanges sur ces vœux, si l'on pouvait au moins les remettre la veille, même si c'est le soir, cela me serait plus facile pour organiser les séances. Je vais donner la parole à Ludovic Toro qui, au nom du groupe Union pour la Seine-Saint-Denis, a déposé ce vœu.

M. TORO (groupe UMP-UDF-DVD) : M. le président, avec mon collègue Raymond Coenne, nous avons souhaité vous présenter ce vœu qui est évidemment soutenu par notre groupe. Il s'agit d'un vœu sur le débranchement de la ligne T4 vers le plateau Clichy-sous-Bois – Montfermeil (...) Je vais donc vous lire ce vœu, en insistant sur le fait qu'il n'y a sur ce vœu absolument aucun projet bien précis et inscrit sur le tracé : « *Considérant l'absence de déserte de transports en commun de grande capacité des communes de Clichy-sous-Bois, Montfermeil, Coubron et Vaujours, considérant que cette situation est un handicap pour l'accès aux zones d'emploi des populations de ces communes, y compris les plus proches (secteur de Roissy, de La Plaine Saint-Denis, etc.), considérant que les caractéristiques techniques retenues pour les véhicules tram-train circulants entre Bondy et Aulnay-sous-Bois les rendent aptes à circuler tant en site ferroviaire qu'en site routier urbain, les conseillers généraux de Seine-Saint-Denis demandent solennellement qu'un débranchement de la ligne du tram-train Bondy – Aulnay-sous-Bois, T4, en direction du plateau Clichy-sous-Bois – Montfermeil soit inscrit au contrat de projet Etat-région 2007/2011. Que ce débranchement soit étudié en concertation très étroite avec les communes concernées, en vue de rechercher une solution rapide offrant les meilleurs services aux voyageurs des communes du plateau, tant vers Aulnay-sous-Bois (RER B) que vers Bondy (RER E) et dans le respect des intérêts des habitants des communes concernées par ce projet* ». Je vous remercie.

M. KARMAN (groupe communiste, apparenté et citoyen) : (...) Par rapport à ce vœu, j'aurais tendance à vouloir le voter. Je dis que c'est une bonne proposition, d'autant plus que c'est la proposition que nous avons faite dans le cadre du SDRIF et nous la faisons depuis longtemps. Ensuite, je constate dans le contrat de projet que dans la proposition faite par le gouvernement à l'heure actuelle, des décisions de l'ancien contrat de plan ne sont pas reprises comme la ligne de tram entre Saint-Denis et Villetaneuse et qu'en revanche, ce projet sur Montfermeil – Clichy-sous-Bois est bien inscrit ce dont je me félicite. En l'état actuel, on ne peut donc que confirmer les choses et je suis prêt à le voter, mais il y a plus grave, c'est que l'on a retiré des projets qui étaient déjà inscrits dans le précédent contrat de plan et que l'on a refusé d'inscrire à l'heure actuelle le prolongement de la ligne 11 et le décrochement de la ligne 13. Il serait donc bon d'avoir les mêmes préoccupations sur les autres problèmes qui, pour l'instant, ne sont pas inscrits, d'autant plus que la ligne budgétaire, sur la partie transports, a été réduite par l'Etat par rapport au précédent contrat de plan de 30 %. L'inscription actuelle est donc très douteuse par rapport à la réalisation, puisque je me souviens que le précédent plan sur la partie transports, la ligne des Coquetiers a été la seule réalisation (...) Ma position est donc que l'Etat devrait d'abord

terminer complètement le contrat de plan 2000-2006 et que l'on inscrive ensuite ce qui n'était pas dedans pour le prochain contrat de projet. Encore une fois, je suis prêt à voter la proposition, mais question d'équilibre et de réalités dangereuses, il faudrait également faire un vœu pour la ligne 11 et le décrochement de la ligne 13. Cela me paraît évident.

M. SEGAL-SAUREL (groupe socialiste et gauche citoyenne) : N'ayant pas eu connaissance de ce vœu, je n'y répondrai pas précisément. Je peux simplement dire et je l'ai répété à plusieurs reprises que pour moi, le décrochement du T4 en direction de Clichy-sous-Bois – Montfermeil -et je l'ai affirmé dans le Parisien dès 2002- était une des priorités. Je ne pourrai bien entendu que voter ce vœu.

M. POPELIN (groupe socialiste et gauche citoyenne) : M. le président, mes chers collègues, tout d'abord sur le fond, ce projet de vœu ne me pose aucune difficulté et je le voterai bien volontiers. Sur la forme, je note les précautions prises en matière de problématiques de tracé, qui existent et qui demeurent. Je voudrais que l'on soit extrêmement attentifs à la manière dont une assemblée comme la nôtre s'exprime sur de tels sujets. J'ai bien compris d'une part la nécessité politique -du point de vue des auteurs- d'inclure Coubron et Vaujours dans la première phrase de considérants du vœu. En même temps, très clairement, il n'a jamais été question, dans aucune des études, que le débranchement du T4 aille jusqu'à Coubron et encore moins -pour ceux qui connaissent un peu la topographie des lieux- jusqu'à Vaujours ! D'autre part, je ne voudrais pas non plus que ce projet soit « le miroir aux alouettes ». A Livry-Gargan, nous sommes desservis par le T4 et pour autant, l'accès à La Plaine Saint-Denis en particulier demeure extrêmement complexe en transports en commun. C'est aussi vrai pour les facultés Paris VIII et Paris XIII qui sont les facultés de rattachement de bon nombre d'étudiants du secteur. Ne donnons donc pas à croire qu'un débranchement du T4 sur Clichy-sous-Bois – Montfermeil apportera la réponse à tous les problèmes. Enfin, il est cité dans le vœu un débranchement tant vers le RER B que vers le RER E. Toutes les études réalisées jusqu'à maintenant regardaient soit l'un, soit l'autre des éléments de l'alternative. Trouver une solution est déjà techniquement difficile avec un seul, mais quasiment impossible avec les deux. Je ne vais pas m'amuser à amender ligne par ligne le vœu en question, mais je tenais à ce que ceci soit indiqué, pour que l'on ne se donne pas bonne conscience à l'approche des élections sans regarder les contraintes techniques réelles que cela implique, pour les uns et les autres, et que l'on ne fasse pas de ce projet « un miroir aux alouettes », qui serait tellement peu précis qu'il ne trouverait pas concrétisation dans la période à venir. Je suis navré pour Gilles Garnier. L'ordre de parole fait que je parle avant lui, mais il allait faire la même proposition que moi : le débranchement du T4 va s'inscrire dans le moyen terme. On ne peut pas l'attendre, si rapide soit-il, pour gérer et améliorer réellement le problème de la desserte de Clichy-sous-Bois et de Montfermeil en transports en commun. Je souhaiterais donc que l'on ajoute un troisième point au vœu : *« demande que dans l'attente de la conclusion des études techniques et sans délai, il soit consacré des moyens pour des réponses rapides, afin d'améliorer la desserte de transports en commun de Clichy-sous-Bois et Montfermeil »*.

M. GUIRAUD (groupe socialiste et gauche citoyenne) : Avec les précisions apportées par Pascal Popelin (...), je suis d'accord avec ce vœu. Même si, en tant qu'élu des Lilas et du Pré-Saint-Gervais je ne suis pas concerné par ce dossier, défendant par ailleurs le projet de prolongement de la ligne 11, on pourrait considérer que nous sommes en concurrence, il n'y a pas de concurrence. Nous sommes là face à une situation où une partie importante du département autour de Clichy-sous-Bois – Montfermeil n'est pas desservie. Il faut un effort rapide et important pour résorber cette situation. Je vous fais grâce d'un commentaire sur l'actualité récente sur ces villes, sur la nécessité de leur donner des chances (...).

M. COENNE (groupe UMP-UDF-DVD) : J'aimerais vous rappeler que nous avons une très lourde responsabilité dans les émeutes qui se sont produites à Clichy-sous-Bois et à

Montfermeil. Il n'y a pas que la police et les tribunaux. Nous avons une grande responsabilité, notamment sur le transport. Si tous ces jeunes de Clichy-sous-Bois avaient pu se rendre à l'ANPE, cela aurait été un premier pas. Il ne s'agit pas de prolonger ou de débrancher la ligne T4 pour aller sur Coubron ou Vaujours. Ce sera peut-être le cas dans une trentaine d'années, nous pourrions alors l'appeler T0. Cette ligne de Montfermeil – Clichy-sous-Bois est absolument nécessaire si l'on ne veut pas que se renouvelle ce qui s'est produit dans ces deux villes. C'est pourquoi nous avons composé cette motion. Il existe d'autres problèmes dans notre département, mais il faut mettre le doigt sur celui-ci dès aujourd'hui et le prendre en considération.

M. GARNIER (groupe communiste, apparenté et citoyen) Pascal Popelin l'a dit, ce vœu correspond à l'ambition et à la volonté de bon nombre de conseillers généraux et pas seulement de ceux qui en sont les auteurs. Je pense aussi qu'il eût été préférable de l'accompagner d'un amendement qui aurait pu dire qu'il fallait, en attendant, prendre des mesures urgentes (...) Je remercie Pascal Popelin d'en avoir fait l'écho. Sur la question de la nécessité, elle est historique ; sur le fait qu'elle n'ait pas été aussi vigoureusement portée par certains, alors qu'ils la portent maintenant, peu importe ! Le temps que vous avez mis à droite pour considérer que le transport en commun est plus important que le transport routier, peu importe ! Peu importe que pendant des années à la région, on ait préféré la route au transport en commun. Tout le monde a l'air d'accord aujourd'hui, alors avançons ! (...)

M. CALMEJANE (groupe UMP-UDF-DVD) : (...) S'agissant des propos de Pascal Popelin, nous étions hier en dialogue au niveau d'une délégation de service public concernant le réseau de transports géré actuellement par la TRA, qui doit faire l'objet d'une nouvelle délégation à partir de l'année prochaine. Pour les deux sociétés auditionnées, j'ai demandé à chaque fois s'il avait été envisagé dans un premier temps d'améliorer la desserte de Clichy-sous-Bois. Vu les délais d'exécution, nous comprenons tous qu'un mode lourd de transports ne se fera pas dans les cinq prochaines années. Or, la demande est forte sur un délai plus bref. Dans les dossiers demandés à l'ensemble des prestataires, en l'occurrence aux deux retenus, cette demande n'a pas été formulée. Cela fera peut-être l'objet d'un complément, un avenant quand le contrat sera signé. J'ai posé deux fois la question, ce n'est pas prévu, il faut peut-être le demander pour essayer d'aller rapidement à une amélioration de la desserte sur l'ensemble du secteur (Gagny, le Raincy, Villemomble) puisque le plateau a ces différentes dessertes sur les différentes gares de mode lourd et peut-être d'autres gares dont j'ignore l'intérêt, en fonction de la localisation des services publics ou autres de Clichy-sous-Bois, Montfermeil, Vaujours ou Coubron.

M. KERREST (groupe communiste et citoyen pour une alternative à gauche) : L'intervention publique dans les quartiers et notamment à Montfermeil, a été largement sollicitée depuis 1984. Les logements de la copropriété dégradée ont été un par un rachetés, des millions d'euros ont été consacrés par les collectivités publiques et, en premier lieu, le Département pour essayer d'améliorer la situation dans ces quartiers. L'initiative privée, en l'occurrence une copropriété privée, fait faillite et on demande au logement social de réparer ce qu'un urbanisme a créé. Quant à la question du transport, j'aimerais dire à quel point notre département a besoin d'un engagement plus fort. Je prends toujours l'exemple de la Coupe du monde de football. En deux ans, nous avons su construire deux grandes gares magnifiques, refaire entièrement une station de métro. Tout cela parce que nous avons obtenu la Coupe du monde de football. Quand on veut faire les choses, quand l'Etat s'y met, quand il y a de l'investissement public et une mobilisation des acteurs, on arrive à faire en deux ans ce que nous réclamons pendant des années (...) Je partage le vœu proposé et, en même temps, je pense que nous avons à demander le respect des décisions sur toutes les questions. Comme la question est venue sur la ligne 11, je tiens à dire que si un certain nombre de nos collègues ont signé une pétition pour mettre en première priorité la ligne 11 dans les projets, il s'agit de mettre en première priorité les prolongements de toutes les

lignes de métro. Je soutiens que cela ne s'oppose pas au débranchement de la ligne 13, ni à la desserte de Clichy – Montfermeil par le T4. (...)

M. TORO (groupe UMP-UDF-DVD) : Concernant le SDRIF, j'avais demandé la hiérarchisation des projets. Si nous avions eu cette volonté, d'autres personnes extérieures ne l'auraient pas fait pour nous. Par ailleurs, mon vœu porte sur le tram-train. Gilles Garnier l'a rappelé, c'est l'un des seuls projets qui émergent en ce moment. Quant aux villes de Coubron et Vaujours, il est évident que le tram-train ne passera pas par ces villes. Ce n'est pas un vœu politique mais humain. Nombreux sont les élus locaux de votre parti, Monsieur Popelin, qui soutiennent cette initiative.

M. GATIGNON (groupe communiste et citoyen pour une alternative à gauche) : Je soutiendrai ce vœu. On parle de choses et comme je me suis âprement battu sur la question de la ligne B du RER, ces questions se posent depuis des années. Ce qui m'inquiète aujourd'hui, même si l'on se bat pour la rénovation de la ligne du RER, ce sont des luttes marquées dans le marbre de l'histoire. Sur la ligne B du RER, il n'y a pas eu d'investissement pendant 30 ans. La situation des transports m'inquiète en Ile-de-France, notamment dans le triangle du Nord-Est de la Seine-Saint-Denis, une partie de la Seine-et-Marne et un bout du Val d'Oise. L'étude récente du Conseil général montre que dans 10 à 15 ans, tout ce secteur sera bloqué. On ne pourra plus circuler. Aujourd'hui, on a aussi un problème avec les transports en commun. Dans notre secteur, il y a urgence à réfléchir sur ce qui se passera dans 15 à 20 ans. Le rôle du politique, c'est aussi celui-là. Cela veut dire que, dans 15 à 20 ans, on se dira qu'on aurait dû réfléchir à ce qu'on allait faire au niveau des transports. Aujourd'hui, s'il n'y a pas une réflexion sur les modes de transports futurs pour les 15 à 20 ans à venir, la totalité de notre secteur sera complètement bloqué. Que se passera-t-il si notre secteur est complètement bloqué ? On va continuer à paupériser des zones entières de gens qui ne pourront pas circuler et les gens qui auront les moyens iront habiter dans des zones où ils pourront circuler. Un rappel, le site de Roissy : dans 10 à 15 ans, ce sont 100 000 salariés en plus. Il y aura environ 20 000 habitations qui vont venir en plus dans les quinze prochaines années. Cela veut dire des dizaines de milliers de personnes, voire des centaines de milliers de personnes chaque jour qui auront besoin de se déplacer. Je crois qu'il est important, suite à l'étude qui va venir, que le Conseil général se positionne fortement sur la demande auprès de l'Etat, auprès de la région et de l'ensemble des collectivités d'une réflexion forte sur comment on va faire circuler les gens dans notre secteur. Pour terminer, un mot du RER B que je suis le premier à le défendre. Le problème est que l'on se bat sur un transport en commun conçu il y a 40 ans pour amener des gens dans le secteur donné. Aujourd'hui, on se bat pour une rénovation, c'est-à-dire qu'on ne va pas améliorer en termes quantitatifs mais en qualité, ceci pour que les trains soient à peu près à l'heure et que ce soit plutôt un peu plus confortable que ce n'est le cas aujourd'hui pour circuler. Néanmoins, on est toujours sur une conception d'il y a 30 ou 40 ans. Je tiens à dire aujourd'hui qu'il faut absolument que ce soit un souci du Conseil général et de l'ensemble des élus de s'interroger sur ce qui va se passer dans les 30 à 40 ans à venir. Quand je vois les plans et les projections d'urbanisation faites un peu partout, sans parler des propositions faites et que l'on peut lire dans la presse, on a plutôt des sueurs froides que de se dire qu'il sera sympathique d'habiter dans le coin dans une quinzaine d'années.

M. SEGAL-SAUREL (groupe socialiste et gauche citoyenne) : Au détour d'un vœu, on constate que l'on n'a pas évoqué en séance le problème des transports qui est primordial dans notre département, même si des positions ont été prises en Bureau et n'ont pour autant défini aucune priorité à mon avis. A tout le moins, c'est ce que j'en ai traduit. Malheureusement, j'ai à regretter qu'un comité départemental des déplacements, que j'avais demandé, ne soit pas encore instauré, justement pour qu'il y ait ce débat autour des transports parce que c'est une question primordiale. Je ne reprendrai pas tous les arguments évoqués qui tous ont leur valeur.

L'un des problèmes, ce sont justement les critères. Pour prioriser, il faut des critères. Or, les critères n'ont pas été clairement définis. On nous a simplement dit que tout ce qui était inscrit au contrat de plan devait être tenu. Bien entendu ! Mais éventuellement d'autres choses. Et on le voit : le débranchement de Clichy – Montfermeil n'était pas inscrit au contrat de plan. Or, il émerge. Je pense que c'est parce qu'au vu de certains critères, nous avons pris ou certains ont pris ici autour de la table des positions afin que cette ligne soit prioritaire. C'est bien parce qu'il n'a pas été défini de priorités et donc des critères de priorités, que nous avons ce débat. Il est peut-être encore temps d'en débattre. Je ne sais pas si le temps ne nous est pas compté. Néanmoins, je pense qu'il serait bon de mettre rapidement tout le monde autour de la table et que tout le monde ait les mêmes critères. Puis, nous pourrions trancher au niveau du Bureau.

M. LE PRESIDENT : Est-ce à dire que l'on peut voter sur la base du texte qui nous est proposé actuellement ? Avec l'amendement de Pascal Popelin ou pas ?

M. POPELIN (groupe socialiste et gauche citoyenne) : Je ne veux pas en prendre seul l'initiative. Gilles Garnier également avait émis l'idée, et même si la rédaction mérite d'être faite plus sérieusement, il s'agit, dans l'attente de mise en œuvre du projet de débranchement du T4, que des solutions soient recherchées afin qu'à très court terme, nous ayons une amélioration de la desserte en transports en commun du Plateau de Clichy – Montfermeil.

M. TORO (groupe UMP-UDF-DVD) : Là n'est pas le projet de mon vœu. Mon projet porte sur T4. Si vous voulez faire un vœu la fois prochaine, vous le ferez (...) J'ai proposé le vœu ce matin et il n'est pas nécessaire de prendre trois jours pour le lire. Vous l'avez devant les yeux, il n'est pas compliqué et il porte sur le débranchement de T4. Si vous voulez faire un autre vœu, vous le ferez la prochaine fois et nous verrons si nous voterons. Pour ma part, j'en reste là. Plus nous allons rajouter des phrases, moins nous serons efficaces. La chose est claire et la demande est précise.

M. LE PRESIDENT : La parole à Pascal Popelin.

M. POPELIN (groupe socialiste et gauche citoyenne) : Je suis surpris de cette rigidité, alors que j'avais cru comprendre que, sur le sujet, il y avait une volonté d'arriver à un consensus. Si notre collègue Ludovic Toro s'obstine de cette manière, je propose que l'on présente deux vœux : le sien tout court, et celui que je pourrais présenter, avec en plus la phrase que j'ai proposée. Ensuite, on met cela aux voix.

M. TORO (groupe UMP-UDF-DVD) : Il faut le proposer en début de séance !

M. POPELIN (groupe socialiste et gauche citoyenne) : Je crois que l'assemblée départementale peut débattre en cours de route. Sinon à quoi sert-elle ?

M. TORO (groupe UMP-UDF-DVD) : Si M. Popelin veut tout modifier au sein de cette assemblée, cela me paraît difficilement concevable. Le vœu a été déposé en début de séance. Si Pascal Popelin veut en déposer un autre, il pourra le faire à la séance suivante.

M. POPELIN (groupe socialiste et gauche citoyenne) : J'émets un amendement !

M. TORO (groupe UMP-UDF-DVD) : C'est un vœu et il n'y a pas d'amendement sur un vœu présenté par une personne.

M. POPELIN (groupe socialiste et gauche citoyenne) : Votre vœu n'est pas un texte sacré. Je propose simplement un amendement à ce vœu.

M. LE PRESIDENT : Je propose une interruption de séance de façon que les groupes se mettent d'accord.

M. KERREST (groupe communiste et citoyen pour une alternative à gauche) : C'est de droit !

M. LE PRESIDENT : Je ne souhaite pas embêter qui que ce soit. Simplement, nous avons découvert le vœu. Il y a une proposition d'amendement et M. Toro la refuse. Peut-être faut-il simplement quelques minutes pour que chacun se détermine sur son vote.

M. LAPORTE (groupe communiste et citoyen pour une alternative à gauche) : On a déjà fait des amendements sur des vœux.

M. TORO (groupe UMP-UDF-DVD) : La demande est claire et précise. Si vous voulez absolument acter les choses, soit. En l'occurrence, je ne vois pas l'intérêt. Vous parliez de politique politicienne, vous êtes en plein dedans.

M. GARNIER (groupe communiste, apparenté et citoyen) : Tout le monde autour de cette table a dit, je crois, en apportant des éclairages, qu'il était favorable à cette lecture. Je rappelle que lorsqu'il y a un vœu, il y a la règle et la courtoisie. On a décidé de passer par la règle, point. Ce n'est pas grave. Le vœu est déposé. Je crois me souvenir que des vœux proposés par le côté gauche de l'hémicycle par le passé, avaient été amendés et nous avons parfois accepté un certain nombre d'amendements. Je ne vois pas pourquoi, sur ce projet, alors que l'essentiel reste ce que vous dites et ce qui a été partagé par toute l'assemblée, on rajoute ce membre de phrase qui indique, y compris à l'égard de la population qui est en attente, que l'on demande aussi à pousser toutes les études et recherches visant à trouver la meilleure solution possible, sans la "débrancher" –excusez-moi du peu– du vœu apporté. C'est tout.

M. TORO (groupe UMP-UDF,DVD) : Il y a dix minutes, M. Garnier, vous avez souligné que les seuls projets qui arrivaient, c'était le tram-train. Vous l'avez dit vous-même. Vous êtes en totale contradiction avec vos propos préalables. Maintenant, si vous voulez, nous le rajoutons, si cela peut vous faire plaisir. Mais c'est totalement illogique.

M. POPELIN (groupe socialiste et gauche citoyenne) : Je remercie notre collègue Toro de la liberté qu'il nous autorise à prendre avec ses droits d'auteur. Ceci étant, c'est précisément le souci de l'humain et non du politique qui m'amène à dire ceci. Nous avons un dossier dont on sait, parce qu'actuellement aucune étude technique n'est aboutie, qu'il va prendre du temps. C'est en cela que je fais une petite différence avec ce que disait notre collègue Kerrest sur les aménagements qui ont eu lieu aux alentours du stade de France. En effet, à l'époque, les opportunités foncières existaient et les choses ont pu aller très vite, certes, avec beaucoup d'argent et une volonté très forte de l'Etat. Je souhaite qu'il y ait beaucoup d'argent et une volonté très forte de l'Etat sur le problème du débranchement du T4. Cela dit, j'ai conscience aussi qu'en l'état actuel des choses, aucune solution technique n'a été trouvée. Aussi, je ne voudrais pas que l'on se donne bonne conscience en disant : nous sommes tous pour le débranchement du T4 et, dans l'intervalle, nous n'améliorions pas rapidement la situation des transports en commun de la desserte du plateau de Clichy – Montfermeil. Je ne veux rien retrancher au vœu de notre collègue. Je n'ai pas pinaillé pour dire que le contrat de projet ce n'était pas 2007-2011 comme il l'a écrit, mais 2007-2013 ! On ne va pas rentrer dans ce genre de détail, même si la date peut également avoir une importance dans l'esprit des gens. Très franchement, la réflexion que nous avons eue, Gilles Garnier de son côté, moi du mien, n'avait aucun objet politique. Cette réflexion consiste simplement à dire que sur ce sujet, ce serait une faute politique d'attendre l'inauguration du

débranchement du T4 pour se dire que l'on va faire quelque chose pour l'amélioration de la desserte en transports en commun de Clichy – Montfermeil.

M. LE PRESIDENT : Je pense que tout le monde est d'accord. Dans les écrits des uns et des autres, nous nous sommes prononcés pour le débranchement. Je l'ai fait publiquement au nom du Conseil général au regard des décisions que nous avons prises au Bureau. Je crois qu'il y a la volonté d'améliorer le plus rapidement possible la situation du transport des hommes et des femmes qui vivent actuellement sur le plateau Clichy – Montfermeil. Il n'y a pas de contradiction (...) Sur cette base, pouvons-nous passer au vote avec l'amendement ?... Oui ?

Il est procédé au vote. Le vœu amendé est adopté à l'unanimité des présents.